



MICHEL SAPIN
MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

Note aux rédactions

Note aux rédactions

www.economie.gouv.fr

@Min_Finances

Paris, le 3 décembre 2015
N° 551



**Déplacement de Michel SAPIN,
ministre des Finances et des Comptes publics
au Bourget**

Vendredi 4 décembre 2015

Dans le cadre de la Conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21), Michel SAPIN, ministre des Finances et des Comptes publics, se rendra au Bourget ce vendredi.

Programme prévisionnel :

10 h 30 Ouverture de la matinée consacrée aux financements privés dans le cadre de l'agenda des solutions (Plan d'action Lima-Paris - LPAA) avec des représentants d'institutions financières des pays développés et émergents

Cet événement sera précédé d'un point presse à 9 h 30 (Hall 2 B, salle de conférence de presse n°1)

11 h 15 Entretien avec Mark CARNEY, Gouverneur de la Banque d'Angleterre et Président du Conseil de Stabilité Financière (*sans presse*)

12 h 00 Visite de l'espace des entreprises innovantes dans le cadre de l'agenda des solutions, avec Business France



Retour sur...

Ce lundi 30 novembre, Michel SAPIN, déjà présent au Bourget pour l'inauguration par les chefs d'Etat et de gouvernement, avait présidé plusieurs événements liés aux enjeux économiques et financiers de la COP21 :

- la réunion des « Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles » organisé par le Premier ministre néo-zélandais

La France a souhaité soutenir l'initiative des Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles (FFFSR) qui ont présenté officiellement ce lundi un communiqué appelant à intensifier les efforts pour mettre un terme à ces subventions. Il a été signé par 37 pays dont les États-Unis, l'Allemagne et la France. Michel SAPIN a rappelé à cette occasion que *« ces subventions sont néfastes écologiquement et ne sont pas efficaces socialement. Pour engager au plus vite la transition vers des économies résilientes et sobres en carbone, leur suppression est une nécessité. S'il est crucial de ne pas subventionner le prix des combustibles, ces derniers doivent progressivement refléter les coûts qu'ils induisent sur l'environnement »*.

Retrouvez ici le communiqué officiel : <http://fffsr.org/communiquel/>

- la réunion du Fonds de l'Environnement Mondial à l'occasion de laquelle le ministre a annoncé une contribution de la France de 25 millions d'euros au Fonds LDCF (Least Developed Countries Fund) pour cibler ses investissements sur des projets d'adaptation dans les pays en développement particulièrement vulnérables au changement climatique.

- la réunion des Banques multilatérales de Développement, avec les présidents de la BERD, de la BEI, de la BID et des Banques Asiatique et Africaine de Développement, en présence d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, Jim Yong Kim, Président de la Banque mondiale. Cet événement a été l'occasion pour les institutions financières publiques de témoigner de leur engagement pour mobiliser et déployer les financements dans les pays en développement en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique.

« L'objectif est d'augmenter la part de ce qui va être consacré aux pays en voie de développement en faveur de la lutte contre le changement climatique. Nous allons vérifier que les engagements pris à Lima en octobre dernier sont bien tenus » a déclaré Michel SAPIN, le 30 novembre au Bourget.

Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN

01 53 18 41 13

sec.mfcp-presse@cabinets.finances.gouv.fr